

NATIONS UNIES
Assemblée générale
QUARANTE-SEPTIÈME SESSION
Documents officiels

COMMISSION POLITIQUE SPECIALE
2e séance
tenue le
vendredi 9 octobre 1992
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 2e SEANCE

Président : M. KHOUMINI (Tunisie)

SOMMAIRE

Election du Bureau

Organisation des travaux

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE

A/SPC/47/SR.2

6 janvier 1993

FRANCAIS

ORIGINAL : ESPAGNOL

/...

92-56919 1353V (F)

La séance est ouverte à 11 heures.

ELECTION DU BUREAU

1. Le PRESIDENT invite les membres de la Commission à procéder à l'élection des deux vice-présidents et du Rapporteur, conformément aux dispositions de l'article 103 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale.
2. M. WEOSOWICZ (Pologne) propose d'élire M. Fuentes Ibáñez (Bolivie) à l'un des postes de vice-président.
3. M. SHAEFER (Allemagne) propose d'élire M. Alsaïdi (Yémen) à l'un des postes de vice-président.
4. Le PRESIDENT suggère que l'élection ne se fasse pas au scrutin secret, aucune autre candidature n'ayant été proposée.
5. M. Fuentes Ibáñez (Bolivie) et M. Alsaïdi (Yémen) sont élus vice-présidents par acclamation.
6. M. ABDERAHMAN (Egypte) propose d'élire M. Shevchenko (Ukraine) au poste de Rapporteur.
7. Le PRESIDENT suggère que l'élection ne se fasse pas au scrutin secret, aucune autre candidature n'ayant été proposée.
8. M. Shevchenko (Ukraine) est élu Rapporteur par acclamation.

ORGANISATION DES TRAVAUX (A/SPC/47/1 et A/SPC/47/L.1)

9. Le PRESIDENT appelle l'attention des membres de la Commission sur les recommandations relatives à l'organisation et à la rationalisation des travaux qui figurent dans le rapport du Bureau de l'Assemblée générale (A/47/250).
10. A ce sujet, le Président précise qu'il ressort des données fournies par le Secrétariat que la Commission politique spéciale a perdu, au cours de la session précédente de l'Assemblée générale, près de 39 heures, soit l'équivalent de 13 séances, du fait du commencement tardif des séances ou de leur levée plus tôt que prévu. Pour ce qui est des séances mêmes, tout prolongement de plus de 30 minutes devra être demandé 24 heures avant l'ouverture de la séance en question. Si des séances supplémentaires sont nécessaires, elles devront probablement se tenir le samedi.
11. Eu égard à la recommandation qui figure à l'annexe V du règlement intérieur, le Président dit qu'il a l'intention de clore la liste des orateurs pour chaque question dès qu'un tiers des séances consacrées à cette question auront été tenues. Les membres de la Commission qui souhaitent prendre la parole devront s'inscrire sur la liste des orateurs déposée au Secrétariat et la parole leur sera donnée selon l'ordre de leur inscription. En outre, une fois que cette liste aura été close, l'ordre des interventions ne pourra être

/...

(Le Président)

modifié que si les deux délégations intéressées acceptent d'un commun accord d'échanger leur place sur cette liste. Par ailleurs, tout représentant qui ne sera pas prêt à prendre la parole lorsque son tour arrivera sera mis en fin de liste.

12. Conformément à la pratique de la Commission et à la recommandation adoptée par l'Assemblée générale, les représentants qui souhaitent faire usage de leur droit de réponse devront informer le Secrétariat, lequel établira une liste des réponses que la Commission prendra après intervention de tous les orateurs prévus pour la séance. Si la même question est examinée au cours de deux séances tenues le même jour, les délégations feront usage de leur droit de réponse à la fin de la seconde séance. L'Assemblée générale a décidé de limiter le nombre d'interventions au titre du droit de réponse à deux par délégation : la première, de 10 minutes, et la seconde de 5.

13. Pour faciliter la tâche des interprètes et des rédacteurs de comptes rendus analytiques, il importe que les orateurs remettent aux fonctionnaires des conférences 15 exemplaires de leur déclaration et 300 exemplaires supplémentaires lorsque cette déclaration doit être distribuée aux délégations, aux institutions spécialisées, aux observateurs et autres parties intéressées.

14. L'Assemblée générale a appelé l'attention sur l'article 4.9 du règlement régissant la planification des programmes, qui stipule qu'aucun "conseil, commission ou autre organe compétent ne peut prendre de décision qui implique une modification du budget-programme approuvé par l'Assemblée générale ou qui peut entraîner des dépenses, s'il n'a pas été saisi d'un rapport du Secrétaire général sur les incidences que la décision envisagée peut avoir sur le budget-programme qui n'en a pas tenu compte". A cet égard, l'Assemblée a signalé qu'il était essentiel que les grandes commissions prévoient des délais suffisants pour l'établissement des prévisions de dépenses par le Secrétariat, ainsi que pour l'examen de celle-ci par le CCQAB et par la Cinquième Commission. L'Assemblée générale a fixé la date limite pour la présentation à la Cinquième Commission des projets de résolution ayant des incidences financières au 1er décembre et, dans le cas des grandes commissions, au 18 novembre. De même, l'Assemblée a estimé qu'il était nécessaire de prévoir un délai minimum de 48 heures entre la présentation d'une proposition impliquant des dépenses et le vote sur cette proposition, afin de permettre au Secrétaire général d'établir et de présenter l'état des incidences administratives et financières s'y rapportant. A cet égard, référence est faite aux observations du Secrétaire général quant au nombre de jours qu'il lui faudra pour présenter l'état des incidences, à savoir que cela dépendrait de l'importance et de la complexité des propositions qui entraînent des changements dans le programme de travail et des dépenses additionnelles. En outre, il faut que le CCQAB et la Cinquième Commission puissent avoir le temps d'examiner les incidences sur le budget-programme du projet de résolution avant que l'Assemblée générale ne décide de la suite à donner audit projet.

/...

(Le Président)

Le Secrétaire général estime que les Etats Membres devraient présenter, assez longtemps à l'avance, les propositions ayant trait à la présentation des incidences sur le budget-programme, afin d'éviter l'annulation de séances ou le report de l'examen des points en question.

15. Quant à la documentation - élément extrêmement coûteux -, l'Assemblée générale a prévenu qu'il fallait adopter des mesures très strictes pour que les Etats Membres et les organes subsidiaires s'abstiennent, dans la mesure du possible, de demander la distribution de certains documents comme documents officiels de l'Assemblée générale. Par ailleurs, en raison des contraintes financières, il n'est pas toujours possible de publier les documents dans la soirée, aspect dont il faut tenir compte lors de la présentation de projets de résolution.

16. Comme précédemment, des comptes rendus analytiques seront établis pour les séances de la Commission politique spéciale. Les instructions relatives à la procédure à suivre pour apporter des corrections aux comptes rendus figurent à la page de garde desdits documents. L'Assemblée générale a accepté une fois de plus la recommandation de son Bureau tendant à permettre à toute commission de bénéficier, si on en fait préalablement la demande, du procès-verbal de tout ou partie de certaines de ses séances. Ce procès-verbal, qui ne fera pas partie des documents officiels, n'entraînera pas de dépenses supplémentaires, car il sera établi lorsque l'on pourra disposer des services voulus. Il paraîtra donc après le compte rendu analytique. Compte tenu de la crise financière, le Président propose que les compte rendus soient distribués aussitôt qu'ils seront disponibles, dans la langue dans laquelle ils ont été établis (espagnol, français, anglais). Il est entendu qu'ils paraîtront ensuite dans les autres langues, dès qu'ils auront été traduits.

17. S'il n'y a pas d'objections, le Président considérera que la Commission approuve la proposition visant à accélérer les travaux.

18. Il en est ainsi décidé.

19. Le PRESIDENT invite les délégations à communiquer les noms de leurs membres, afin de permettre la publication de la liste des membres de la Commission, qui sera publiée sous la cote A/INF/47/3.

20. Le Président appelle l'attention des membres de la Commission sur le document A/SPC/47/1, qui contient une lettre du Président de l'Assemblée générale, dans laquelle il communique la liste des questions renvoyées à la Commission et invoque d'autres décisions de l'Assemblée concernant le programme de travail de la Commission. Le Président appelle également l'attention sur le document A/SPC/47/L.1 dans lequel figure le calendrier provisoire des travaux de la Commission et indique qu'il faudra l'interpréter avec la souplesse nécessaire pour coordonner les travaux de la Commission avec ceux de l'Assemblée générale et des autres organes. La Commission politique

/...

(Le Président)

spéciale continuera d'agir en coordination étroite avec la Quatrième Commission, comme elle l'avait fait au cours des cinq sessions précédentes, de manière à éviter, dans la mesure du possible, la tenue simultanée de séances, étant entendu qu'en assurant cette coordination, on fera également preuve de la souplesse nécessaire pour que les deux organes puissent achever en temps voulu leurs travaux respectifs.

21. En établissant le programme de travail, il a été tenu compte des documents disponibles et des dates prévues pour la publication des autres documents de base. Pour l'examen du point 71 (Effets des rayonnements ionisants), le rapport du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants a été publié sous la cote A/47/293. Il y a lieu de signaler qu'aucun document de base n'a été prévu au titre du point 77 (Question de la composition des organes pertinents de l'Organisation des Nations Unies). En ce qui concerne le point 72 (Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace), le rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique sera publié sous la cote A/47/20 et le rapport du Secrétaire général concernant l'application des recommandations de la deuxième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique sous la cote A/47/383. S'agissant du point 73 (Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient), le rapport du Commissaire général sera publié sous la cote A/47/13. Le rapport de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine sera publié sous la cote A/47/413. Le rapport que le Secrétaire général devait préparer en application de la résolution 46/46 H a été publié sous la cote A/47/438. Les autres documents relatifs à ce point seront publiés avant que la Commission n'entreprenne l'examen dudit point : les rapports que le Secrétaire général devait préparer en application des résolutions 46/46 D, E, F, G, I, J et K et le rapport du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. S'agissant du point 74 (Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés), les premier et deuxième rapports périodiques du Comité, établis en application de la résolution 46/47 A, ont été publiés respectivement sous la cote A/47/76 et A/47/262. Le troisième rapport périodique sera publié en temps voulu. On espère que les rapports établis par le Secrétaire général en application des résolutions 46/47 B, C, D, E, F et G seront publiés avant que la Commission n'entreprenne l'examen de ce point. Concernant l'examen du point 76 (Questions relatives à l'information), le rapport du Comité de l'information a été publié sous la cote A/47/21. Avant que la Commission n'entreprenne l'examen de ce point, le rapport du Secrétaire général établi en application de la résolution 46/73 sera publié sous la cote A/47/462. En ce qui concerne le point 75 (Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects), le rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix a déjà été publié sous la cote A/47/253. Le rapport spécial du Comité spécial des opérations de maintien de la paix est publié sous la cote A/47/386.

/...

Adoption du calendrier des travaux proposé

22. Le PRESIDENT dit que le calendrier des travaux proposé dans le document A/SPC/47/L.1 tient compte notamment de la documentation disponible, de l'examen des questions connexes dans d'autres organes et du nombre de séances consacrées à ces mêmes questions au cours des sessions précédentes.

23. M. BATAINEH (Jordanie), auquel se sont joints ensuite M. AL-SUWAIDI (Emirats arabes unis) et M. JELBAN (Jamahiriya arabe libyenne), dit que sa délégation estime qu'il faut délimiter de façon précise le champ des points 73 (Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient) et 74 (Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés), de façon à ce que le débat soit axé sur les pratiques israéliennes. A cet égard, le retard dans la publication du rapport sur les pratiques israéliennes est un problème chronique qui empêche tout examen approfondi dudit rapport. Aussi faudrait-il reporter l'examen de cette question pour permettre à la Commission de disposer au préalable de tous les éléments. L'intervenant propose qu'il y ait échange avec le point 75 ou, si ce n'est pas possible, que l'examen de la question soit reporté à la fin du programme de travail.

24. Le PRESIDENT dit que, compte tenu des vues exprimées, il propose que la Commission reporte à la séance suivante la décision adoptée en ce qui concerne son programme de travail. Entretemps, il procédera à des consultations avec les autres membres du Bureau en vue de présenter des propositions modifiées. Il propose aussi de trancher la question du report de certains travaux au cours de la séance suivante, après avoir consulté le Secrétariat et les représentants des organismes devant comparaître devant la Commission. S'il n'y a pas d'objections, il considérera que la Commission approuve la proposition.

25. Il en est ainsi décidé.

Auditions concernant l'apartheid

26. Mme PILOTO (Zimbabwe), prenant la parole au titre du point 33 (Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain), demande des précisions concernant la disposition relative à l'intervention de personnes et organisations intéressées sur ce point devant la Commission.

27. Le PRESIDENT indique que l'Assemblée a décidé d'examiner ce point directement en séance plénière et d'autoriser les organisations ou personnes portant un intérêt particulier à cette question à se faire entendre par la Commission politique spéciale. Il annonce que la Commission consacrera le 6 novembre deux séances à ces auditions et invite les organisations et particuliers qui souhaitent alors être entendus par la Commission à en faire la demande par écrit au Président d'ici au jeudi 22 octobre. Les

/...

(Le Président)

communications adressées à cet effet seront distribuées comme documents de la Commission et examinées plus tard en cours de session, préalablement à la tenue desdites auditions. Le Secrétariat communiquera aux organisations et aux particuliers qui auront été admis par la Commission la date de la séance où aura lieu leur audition. S'il n'y a pas d'objections, le Président considérera que la Commission approuve cette procédure.

28. Il en est ainsi décidé.

Groupe de travail chargé des questions relatives à l'information

29. Le PRESIDENT propose, pour accélérer les travaux, de constituer comme lors des sessions précédentes, un groupe de travail à composition non limitée présidé par un des deux vice-présidents de la Commission chargés d'élaborer le projet de résolution relatif au point 76 de l'ordre du jour (Questions relatives à l'information). S'il n'y a pas d'objections, il considérera que la Commission approuve la proposition.

30. Il en est ainsi décidé.

Groupe de travail concernant la coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace

31. Le PRESIDENT propose que, comme lors des sessions précédentes, la Commission crée un groupe de travail à composition non limitée, présidé par le représentant de l'Autriche et chargé d'élaborer le projet de résolution relatif au point 72 (Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace). S'il n'y a pas d'objections, il considérera que la Commission approuve la proposition.

32. Il en est ainsi décidé.

33. Le PRESIDENT annonce que la prochaine séance de la Commission aura lieu le mardi 20 octobre 1992 à 10 heures et que l'on y décidera du calendrier des travaux. On y examinera également les points 70 (Sciences et paix) et 71 (Effets des rayonnements ionisants). Le Président invite les membres qui sont en train d'établir les projets de résolution concernant ces points de les présenter au Secrétariat avant cette date et les membres désireux de prendre la parole à s'inscrire sur la liste des orateurs qui sera clôturée à la fin de la séance du 20 octobre.

La séance est levée à 12 heures.